



## Entre erreurs de gestion et d'engagement politique

### Un dispositif en difficulté malgré son potentiel

Le centre de formation ECSR « moniteur auto-école » de Douai/Cantin, unique dispositif de l'Afpa à l'échelle nationale depuis son incubation en 2016, était en constante progression, comme en attestent les chiffres recueillis lors du carrefour métier de novembre 2024 à Vénissieux. Pourtant, cette dynamique a été brutalement freinée par de graves erreurs managériales et organisationnelles

- Chasse aux formatrices sur les horaires,
- Désorganisation permanente,
- Multiples plaintes des stagiaires,
- Gestion opaque des agréments...
- Bons de commande non honorés.

Autant de dysfonctionnements qui ont contribué à broyer un dispositif pourtant en plein essor.

### Une direction qui sur le terrain semble passive face aux défis

Depuis la prestation de la Direction générale le 20 mars, et le discours de directions de centre, il apparaît clairement que celle-ci n'adopte pas une posture combative pour préserver et développer l'activité, notamment face aux décisions des Conseils régionaux. Le discours officiel, caricatural, se limite à :

« Nous avons peu de PRF en Hauts-de-France, peut-être que la prochaine fois nous n'en aurons plus du tout... Il faut donc se tourner vers le marché privé. »

Or, cette stratégie est illusoire. Comment prétendre rivaliser sur le marché privé avec des locaux souvent en mauvais état et une concurrence accrue, alors que de nombreux organismes de formation sont en difficulté ?

Plutôt que de se battre pour défendre l'offre de formation publique, la direction poursuit une logique de réduction des emplois et de fermeture des plateaux techniques, diminuant ainsi l'accessibilité des formations pour les plus démunis.

### Un désengagement politique aux conséquences lourdes

Les politiques ne font qu'aggraver la situation. L'exemple de l'AFPA Occitanie est édifiant : avec une baisse moyenne de 31 % des budgets, certains secteurs sont purement et simplement abandonnés. Pourquoi sanctuariser le transport et pas l'industrie ?

L'idée d'un « plein emploi » relève de la fiction lorsque le taux de chômage régional atteint 8,9 %, avec certaines zones dépassant les 10 %. La réalité est tout autre : des coupes budgétaires drastiques empêchent l'offre de formation de répondre aux besoins du marché du travail.

Selon une **dépêche AEF du 13 février 2025**, la région Occitanie a adopté un budget formation en baisse de **23,5 % par rapport à 2024**, avec seulement **188 millions d'euros alloués** à la formation professionnelle. Marie Castro, vice-présidente régionale en charge du secteur, parle de « choix difficiles », bien que des négociations avec l'État aient permis de débloquer certains bons de commande.

Toutefois, malgré ces ajustements, le volume global de formations restera bien inférieur aux années précédentes, pénalisant encore davantage les publics en besoin de qualification et de reconversion.

## Sur la formation des 16-18 ans – Dépêche AEF, 19 mars

Dans son rapport sur les politiques publiques en faveur des jeunes, la Cour des comptes dresse un état des lieux des mesures mises en place, qu'il s'agisse de formation, d'emploi ou de logement. Concernant la **"Promo 16-18"** de l'Afpa, seul dispositif national issu de l'obligation de formation, la Cour relève des difficultés de démarrage dans certaines régions et territoires. Toutefois, elle souligne également des **résultats qualitatifs encourageants**, malgré les obstacles auxquels ces jeunes sont confrontés à leur arrivée. Selon la Cour, ce dispositif a trouvé un **positionnement original**, justifiant ainsi sa poursuite.

### Résultat ? Nos ministères de tutelle décident de diviser le dispositif par deux !

Encore un rapport qui prône un meilleur ciblage des moyens vers les jeunes les plus éloignés de l'emploi...

**Et que fait le Gouvernement ? Plutôt que de renforcer ces dispositifs, il choisit de les affaiblir.**

On écoute la Cour des comptes quand ça arrange : pour couper, réduire, optimiser... mais rarement pour investir là où les besoins sont les plus criants.

Face à ces coupes budgétaires et à l'inaction des instances dirigeantes à tous les niveaux qui justifie son immobilisme par le plafond d'emplois, il est urgent d'agir.

Comprendre la contrainte budgétaire est une chose, mais se battre pour obtenir les moyens nécessaires en est une autre. Le constat est amer : toujours les mêmes publics trinquent, et l'accès à la formation pour les plus précaires devient de plus en plus restreint.

La combativité doit être de rigueur à tous les niveaux pour dénoncer ces reculs et exiger des moyens à la hauteur des besoins en formation dans le cadre de nos missions de service public.